



VILLE DE HAGONDANGE

**PRESTATIONS DE SURVEILLANCE POUR
LES SITES DE LA VILLE DE HAGONDANGE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (C.C.A.P.)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – Objet du marché – dispositions générales – intervenants

- 1-1 Objet du marché – Emplacement des prestations
- 1-2 Durée

ARTICLE 2 – Pièces constitutives du marché

ARTICLE 3 – Variation dans les prix – Règlement des comptes

- 3-1 Répartition des paiements
- 3-2 Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages
 - 3-2-1 Contenu des prix
 - 3-2-2 Prestations fournies gratuitement au prestataire
 - 3-2-3 Caractéristiques des prix pratiqués
 - 3-2-4 Obligations particulières du titulaire
 - 3-2-5 Règlement des comptes - Paiements
- 3-3 Variation dans les prix
 - 3-3-1 Type de variation des prix
 - 3-3-2 Mois d'établissement des prix
 - 3-3-3 Modalité de révision des prix
- 3-4 Paiement des cotraitants et des sous-traitants
- 3-5 Mode de règlement
- 3-6 Intérêts moratoires

ARTICLE 4 – Conditions d'exécution

- 4-1 Délai de remise des documents
- 4-2 Calendrier mensuel des prestations
- 4-3 Organisation du travail
 - 4-3-1 Effectifs
 - 4-3-2 Accès aux locaux et équipements

ARTICLE 1 – Objet du marché – Disposition générales – Intervenants

1.1 Objet du marché – Emplacement des prestations :

Le présent marché concerne la surveillance des sites de la commune de Hagondange. Les prestations à réaliser concernent un lot unique. La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

1.2 Durée :

Le présent marché est passé à procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 relatif aux marchés publics.

La durée du marché est de un an à compter du 1^{er} janvier 2018 renouvelable deux fois par tacite reconduction. La mairie de Hagondange peut mettre fin au marché à l'expiration de chaque période, à condition d'informer le titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois au moins avant la fin de la période en cours.

ARTICLE 2 – Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes (CDPGF), dont les exemplaires conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;

Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés de fournitures et de services.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3-3-2 du présent C.C.A.P.

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

ARTICLE 3 – Prix – Variation dans les prix – Règlement des comptes

3.1 Répartition des paiements :

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au prestataire et à ses sous-traitants ;

- Au prestataire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants

3-2- Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes

3-2-1- Contenu des prix

Les prix du marché sont établis hors TVA.

Les prix rémunèrent le prestataire pour toutes les dépenses correspondant aux services et à la main d'œuvre quelles qu'en soient la nature et les conditions de leur exécution.

Le prestataire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution de la prestation.

3-2-2- Prestations fournies gratuitement au prestataire

Sans objet.

3-2-3- Caractéristiques des prix pratiqués

Le marché est traité à prix forfaitaire révisable. Une décomposition du prix global forfaitaire est jointe en annexe de l'acte d'engagement.

Les prestations sont à réaliser du 1^{er} janvier au 31 décembre suivant le planning fourni par le service Culturel de la mairie de Hagondange.

3-2-4- Obligations particulières du titulaire

Dans les 20 jours à compter de la date de notification du marché, le prestataire devra fournir sur demande tout document permettant au maître d'ouvrage d'avoir des informations complémentaires sur les prix proposés par le prestataire (sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix forfaitaires, décomposition de l'état de certains prix).

3-2-5- Règlement des comptes – Paiements

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

3-3- Variation dans les prix

3-3-1- Type de variation des prix

Les prix seront révisables suivant les modalités fixées au 3.3.3 du présent document.

3-3-2- Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé pour la remise des offres appelé "mois zéro" = décembre 2017.

3-3-3- Modalités de révision des prix

La révision est effectuée par application de la formule suivante : P : prix révisé

Po : prix initial.

S : salaire horaire de l'agent de surveillance en vigueur à la date de l'exécution de la prestation.

S0 : salaire horaire de l'agent de surveillance en vigueur à la date de la précédente révision de prix.

C : pourcentage de charges sociales en vigueur à la date de l'exécution de la prestation.

C0 : pourcentage de charges sociales en vigueur à la date de la précédente révision des prix.

$$P = Po (0.15 + 0.85 \times S (1+C)) / (S0 (1+C0))$$

3-4- Paiement des cotraitants et des sous-traitants

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le prestataire qui a conclu le contrat de sous-traitance ; si ce prestataire est un cotraitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des prestataires groupés.

3-5- Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 1 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

3-6- Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par les services du pouvoir adjudicateur ou, le cas échéant, par le maître d'œuvre ou la personne habilitée à cet effet. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au créancier d'apporter la preuve de cette date.

ARTICLE 4 – Condition d'exécution

4.1 Délais de remise des documents par le titulaire :

Dans un délai de 15 jours après la notification du marché, le prestataire devra fournir les documents suivants :

- Justifications d'assurances
- Liste nominative des agents avec leurs habilitations
- Liste des matériels

4.2 Calendrier annuel des prestations :

Le calendrier annuel des prestations est fixé au C.C.T.P.

4.3 Organisation du travail :

L'organisation du travail devra respecter les dispositions ci-après.

4.3.1. Effectifs

Les effectifs globaux nécessaires à l'exécution de toutes les prestations décrites, notamment à l'article 5 du CCTP, la répartition par manifestation des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes ces opérations, basées notamment sur les manifestations définies à l'article 5 du CCTP, seront fixés par le titulaire dans le mémoire justificatif annexé à son acte d'engagement.

4.3.2. Accès aux locaux et équipements

Les équipements suivants seront mis à disposition du titulaire :

Sans objet

Il sera remis au titulaire une clef lui permettant l'accès à la Base Nautique afin qu'il puisse avoir accès à ce site.

4.3.3. Service minimal en cas d'arrêt de travail.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire sera tenu d'assurer les prestations définies au CCTP.

Fait à , le

Lu et accepté,

Le prestataire,